

Au Burundi, quatre journalistes d'un journal indépendant incarcérés depuis un mois

Le Monde, 22 novembre 2019 Les reporters de « Iwacu » sont accusés de « complicité atteinte à la sécurité ». Le pays est à la 159e place du classement mondial de la liberté de la presse de RSF. C'était il y a un mois, jour pour jour. Le 22 octobre, vers midi, quatre journalistes de Iwacu, un des derniers journaux indépendants du Burundi, sont envoyés par leur rédaction au nord-ouest de Bujumbura, dans la région de Bubanza.

La nuit précédente, des affrontements entre un groupe rebelle venu de la République démocratique du Congo (RDC) voisine et les forces de l'ordre ont été signalés. L'équipe de Iwacu va donc sur place pour rendre compte de cette zone du Burundi, où se trouve la plus grande réserve naturelle du pays, abrite régulièrement des groupes rebelles burundais. Un sujet sensible à traiter pour les journalistes alors que le régime du président Pierre Nkurunziza ne tolère aucune information pouvant porter atteinte à son image. À peine arrivés sur place, alors qu'ils mènent des entretiens avec des civils fuyant les combats, les journalistes et leur chauffeur sont arrêtés. L'une des reporters est même giflée par un policier. Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Thérèse Mpozenzi et Egide Harerimana sont depuis incarcérés à la prison centrale de Bubanza. Ils attendent toujours d'être jugés pour « complicité atteinte à la sécurité » et encourrent vingt ans d'emprisonnement. Cette arrestation est un nouvel exemple des restrictions des libertés de la presse qui sévissent au Burundi depuis la crise de 2015. Nous sommes effarés », déclare Antoine Kaburahe, le fondateur du journal, exilé en Belgique depuis 2015. Des conditions de travail extrêmement précaires En avril de cette année-là, le pays a sombré dans une crise politique provoquée par la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Des manifestations ont été très lourdement réprimées et une répression policière féroce a été mise en place contre les opposants réels ou supposés du président Nkurunziza, qui s'est encore accrue après le coup d'État contre lui en mai de la même année. Selon l'ONU, entre 500 et 2 000 personnes auraient perdu la vie depuis 2015, tandis que plus de 300 000 Burundais ont dû fuir le pays. À l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les intimidations envers les journalistes ont repris de plus belle. La profession a déjà été très lourdement atteinte ces dernières années. Depuis 2015, plusieurs médias ont dû cesser leurs activités, d'autres ont vu leurs journalistes contraints à l'exil. En mars 2019, la BBC et Voice of America ont été empêchées de transmettre, tandis que le Conseil national de la communication a interdit aux journalistes burundais de fournir des renseignements à ces deux médias. Le Burundi se situe aujourd'hui à la 159e place au classement mondial de la liberté de la presse réalisé par Reporters sans frontières (RSF). Malgré la difficulté d'informer dans le pays, certains journalistes, à l'image de ceux de Iwacu, continuent tant bien que mal de leur métier dans des conditions extrêmement précaires. « Certains veulent présenter notre média comme un œil de la nation ». Mais Iwacu reste fidèle à sa devise : « Les voix du Burundi » et donne la parole à tout le monde. Nous continuerons à informer tant que nous serons debout, avec le professionnalisme et la volonté de nous adosser aux plus hauts standards du journalisme », soupire Antoine Kaburahe. Iwacu a déjà perdu un journaliste. Depuis le 22 juillet 2016, Jean Bigirimana est porté disparu. Par Etienne Versaevel